



INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Annexe 1

RELEVÉ DE DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 2 JUILLET 2014

Le Conseil d'administration régulièrement convoqué, réuni le 2 juillet 2014, Salle Henri Lavielle au Conseil Général des Landes,

Le quorum étant atteint,

Après examen du rapport,

Après explications complémentaires des Services de l'Institution,

Après discussions,

Après avoir pris acte de l'avis des Commissions et du Bureau,

Il a été décidé

COMMUNICATIONS

- Démarche Adour aval

- D'approuver la démarche telle que présentée en séance et le principe de répartition financière
- D'approuver le principe du dépôt du dossier préliminaire et la composition de la CLE telle qu'approuvée par le comité de pilotage
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre
- D'autoriser le Président à signer la convention de partenariat financier avec les établissements publics de coopération intercommunaux du territoire

- Mise en œuvre de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles

- D'approuver la composition d'un groupe de travail
- D'approuver le principe d'un travail de l'Institution Adour sur ce thème afin d'anticiper et d'être force de proposition sur le territoire

I - AFFAIRES GENERALES

- Approbation du compte-rendu du Conseil d'administration du 29 janvier 2014

- Le Conseil d'Administration approuve le Compte Rendu du Conseil d'Administration du 29 janvier 2014
- Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

- Délégation de Service Public Retenue de La Barne

- D'adopter le principe de la gestion déléguée de l'ouvrage hydraulique de La Barne
- D'approuver le contenu du rapport
- D'autoriser le Président à lancer la procédure de délégation de service public conformément aux articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, visant à sélectionner le futur délégataire, lequel devra exploiter le service conformément aux principes retenus dans le rapport
- D'autoriser le Président à accomplir tous les actes rendus nécessaires par le déroulement de la procédure et notamment à négocier librement les offres conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

- Examen des rapports du délégataire

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil d'Administration prend acte des rapports du délégataire au titre des délégations de service public des bassins du Gabas et des Léés, Midour et Douze, du Moyen Adour, des Luys, du bassin du Louts et des barrages de Tillac, de l'Arrêt Darré et Cassagnaou au titre de la gestion pour l'année 2013

- Lancement de l'appel d'offres renouvellement des assurances

- Monsieur le Président est chargé par délégation du Conseil d'Administration de souscrire le marché de services d'Assurances en recourant à la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 10, 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics
- Le marché a pour objet la souscription de contrats d'assurance pour l'Institution Adour.

L'opération est composée des 5 lots suivants :

- Lot n° 1 : Assurance des dommages aux biens et des risques annexes
- Lot n° 2 : Assurance des responsabilités et des risques annexes
- Lot n° 3 : Assurance des véhicules et des risques annexes
- Lot n° 4 : Assurance de la protection juridique de la collectivité
- Lot n° 5 : Assurance des prestations statutaires

Chaque lot sera attribué à un prestataire unique ou à un groupement conjoint avec mandataire dans les conditions prévues à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

La durée totale du marché est de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les dépenses seront imputées au budget de l'Institution Adour à l'article suivant :

- Article 616 : primes d'assurance

- Personnel : Délégation au Bureau pour la création d'emplois

- Le Conseil d'Administration délègue au Bureau la faculté de créer les emplois nécessaires au bon fonctionnement de l'Institution et à l'avancée de ses projets en cours ou à venir d'ici la fin de l'année 2014

II - PROGRAMME D' ACTIONS

1. Ressources

- Lancement du projet du Louet 2

- Le Conseil d'Administration approuve le lancement du projet de création du réservoir du Louet 2
- Le Conseil d'administration approuve le plan de financement de la première tranche de l'opération défini comme suit

| | | |
|-----------------------------|-------|------------|
| Agence de l'Eau | 70% | 254 800 |
| Europe/Région Midi Pyrénées | 10% | 36 400 |
| Autofinancement | 20 % | 72 800 |
| Total | 100 % | 364 000 HT |

Le Conseil d'administration autorise le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants

- Lancement du projet du Tailluret

- Le Conseil d'Administration approuve le lancement du projet de création du réservoir du Tailluret
- Le Conseil d'administration approuve le plan de financement de la première tranche de l'opération défini comme suit :

| | | |
|-------------------------|-------|------------|
| Agence de l'eau | 50% | 158 500 |
| Europe/Région Aquitaine | 30% | 95 100 |
| Autofinancement | 20 % | 63 400 |
| Total | 100 % | 317 000 HT |

Le Conseil d'administration autorise le Président, ou son représentant à solliciter les financements correspondants

- Lancement de l'appel d'offres de Maîtrise d'œuvre pour les projets de Tailluret et du Louet 2

- Monsieur le Président est chargé par délégation du Conseil d'Administration de souscrire le marché de services de maîtrise d'œuvre en recourant à la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles 10, 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics
- Ce marché comprendra les 2 lots suivants :
 - Lot n°1 : Maîtrise d'œuvre du projet de Tailluret
 - Lot n°2 : Maîtrise d'œuvre du projet du Louet 2

Chaque lot comprendra la réalisation des éléments de mission de maîtrise d'œuvre suivants :

- Les compléments aux études préliminaires
- Les études d'avant-projets
- La constitution des dossiers d'enquête publique et accompagnement
- Les études de projets
- L'assistance à la passation des contrats de travaux
- Le visa des études réalisées par l'entreprise titulaire (ou les entreprises titulaires)
- La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux
- L'assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement

Deux missions complémentaires :

- Accompagnement à la communication sur le projet
- Suivi et auscultation jusqu'au premier cycle de remplissage

Chaque lot sera attribué à un prestataire unique ou à un groupement conjoint avec mandataire dans les conditions prévues à l'article 51 du Code des Marchés Publics.

La durée prévisionnelle du marché est de 6 ans pour un montant prévisionnel de 1 650 000 €.

Les dépenses seront imputées au budget de l'Institution Adour aux articles suivants :

- Article 2031 Etudes de l'opération 10612 Louet 2
- Article 23153 Travaux de l'opération 10612 Louet 2
- Article 2031 Etudes de l'opération 3610 Tailluret
- Article 23153 Travaux de l'opération 3610 Tailluret

- Composition du jury permanent de maîtrise d'œuvre

- De désigner les membres suivants comme membres des jurys de maîtrise d'œuvre organisés par l'Institution Adour :

| Titulaires | Suppléants |
|---------------------------------------|----------------------------|
| Monsieur Jean Claude DUZER, Président | |
| Madame Odile LAFITTE | Monsieur Gilles COUTURE |
| Monsieur Jean Claude BEAUQUESTE | Monsieur Joël LAJUX |
| Monsieur Marc PAYROS | Monsieur Roland DUBERTRAND |
| Monsieur Bernard AUROY | Monsieur Jean CASTAINGS |

En application du Code des Marchés Publics, le Président pourra désigner des personnalités qualifiées, notamment en application de l'article 24 I e du Code des Marchés Publics, ces membres seront désignés par arrêté du Président du jury

- Travaux de confortement du seuil de la station hydrométrique de Manciet liée au réservoir de Saint Jean

- Le Conseil d'Administration approuve la mise en œuvre des travaux de confortement du seuil de la station hydrométrique de Manciet liée au réservoir de Saint Jean pour un montant de 7 000 € HT

- Obligations de sécurité sur les réservoirs de l'Institution Adour

- Le Conseil d'Administration approuve la mise en œuvre de :
 - La revue de sureté des barrages du Lourden (40) et du Louet (64-65)
 - L'étude de Dangers du Réservoir de Miramont (40)

- Instauration de la redevance dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration d'Intérêt Général pour la gestion globale de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour

- D'instaurer à compter de l'exercice 2014 une redevance annuelle dont le produit est exclusivement affecté au financement des dépenses relatives au fonctionnement des ouvrages et aménagements suivants :
 - fonctionnement et entretien du dispositif de lâcher d'eau depuis le lac Bleu, dans le cadre des modalités de gestion de cette réserve contribuant au soutien d'étiage de l'Adour
 - régulation et contrôle des débits sur la Gespe, dans le cadre des modalités de transfert du sous-bassin de l'Adour au sous-bassin de l'Echez
 - déstockage de Gréziolles, dans le cadre du dispositif conventionnel avec EDF pour le soutien des étiages de l'Adour
 - fonctionnement et entretien du réservoir du Louet, dans sa fonction de soutien à l'étiage
 - fonctionnement et entretien du dispositif de pompage dans la gravière de Vic en Bigorre,
 - tenu d'un tableau de bord, fondé sur des indicateurs de suivi des débits et d'évaluation biologique, via un réseau de mesures hydrométriques et de suivi écologique,
 - fonctionnement, gestion et entretien des systèmes de vannage des dix prises d'eau citées à l'article 16 de l'arrêté du 24 janvier 2014,
 - gestion des contrats passés avec les préleveurs.

Cette redevance annuelle est destinée à couvrir la totalité de la part résiduelle des dépenses à charge de l'institution Adour une fois les participations financières déduites (subventions et co-financements).

- Confirme que la redevance est due par les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt et que ces personnes publiques ou privées, physiques ou morales correspondent aux usagers de l'eau au titre de l'irrigation, de l'eau

potable et des activités industrielles, pour des prélèvements d'eau effectués entre le 1^{er} juin et le 31 octobre sur le périmètre des communes listées en annexe à la délibération

- Confirme que les modalités d'établissement de la redevance sont les suivantes :

1) Redevance unitaire

La redevance unitaire correspond au prix par mètre cube d'eau prélevé ; elle fonde les modalités de calcul de la participation financière des différents usagers pour l'irrigation, l'eau potable et l'activité industrielle. L'ensemble des participations financières permet le recouvrement au plus près de la charge résiduelle annuelle engagée par le pétitionnaire.

Le calcul de la redevance unitaire annuelle est basé sur :

- une valeur moyenne du volume à l'hectare autorisé pour l'irrigation, sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général, de 1 970 m³/ha ;
- une hypothèse de consommation moyenne inter annuelle de 90 % de cette valeur ;
- un montant de charge résiduelle à couvrir par la redevance des usagers préleveurs, estimé à 210 000 € à échéance de 2018.

2) Valeurs et évolution de la redevance unitaire

Jusqu'en 2018 inclus, le montant de la redevance unitaire augmente proportionnellement au reste à charge du pétitionnaire lié à l'équipement progressif des prises d'eau des canaux et des réseaux de mesures hydrométriques et de suivi écologique.

Ainsi durant cette période, la redevance unitaire évoluera annuellement selon les valeurs indiquées dans le tableau suivant :

| Année | r (en €/m ³) |
|-------|--------------------------|
| 2014 | 0,0053 |
| 2015 | 0,0059 |
| 2016 | 0,0061 |
| 2017 | 0,0062 |
| 2018 | 0,0064 |

A compter de 2019, la redevance unitaire est fixée à 0,0064 €/m³ pour assurer le fonctionnement des ouvrages et aménagements listés ci-dessus

- Confirme que la redevance liée à l'irrigation est établie de la manière suivante :

1) Irrigation par aspersion

La redevance due par les préleveurs irrigants est établie selon un tarif binomial comprenant une part fixe forfaitaire à laquelle s'ajoute une part variable :

- * la part fixe, forfaitaire, s'adosse au volume fixe fondé sur le quota autorisé diminué de 300 m³/ha
- * la part variable s'adosse à un volume variable fondé sur la dernière tranche de

300 m³/ha du quota autorisé.

La part fixe forfaitaire est ainsi égale au produit du volume fixe par la redevance unitaire, symbolisé r , exprimée en €/m³. Cette redevance unitaire est identique quel que soit le quota autorisé au préleveur sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général.

La part variable est égale au produit du volume consommé au-delà du volume fixe, plafonné à 300 m³/ha, par une redevance égale à $2r$, soit le double de la redevance unitaire.

le montant de la redevance est établi comme suit : le tarif binomial se traduit, pour chaque préleveur, par un montant de redevance, symbolisé m , égal à :

$$m = [(quota\ autorisé - 300) \times r + volume\ variable/ha \times 2r] \times s$$

avec : $0 < volume\ variable\ (en\ m^3/ha) < 300\ m^3/ha$

s : surface autorisée par point de prélèvement.

avec r défini selon les modalités de l'article 8 de l'arrêté du 24 janvier 2014 repris ci-dessus

2) Irrigation gravitaire

Pour les prélèvements pratiqués pour l'irrigation gravitaire (ou submersion), la redevance est appliquée sur la base d'un volume fixe, défini forfaitairement à 10 000 m³ par ha autorisé.

Ainsi le montant, m , de la redevance est égal à :

$$m = volume\ forfaitaire \times r \times s$$

avec : volume forfaitaire (en m³/ha) = 10 000 m³/ha

s = surface autorisée par point de prélèvement

avec r défini selon les modalités de l'article 8 de l'arrêté du 24 janvier 2014 repris ci-dessus

- Confirme que la redevance liée à l'alimentation en eau potable et aux prélèvements industriels est établie en application d'une tarification monôme.

Ce tarif se traduit, pour chaque préleveur, par une redevance par point de prélèvement d'un montant égal à :

$$m = volume\ prélevé\ du\ 1^{er}\ juin\ au\ 31\ octobre \times 0,10 \times r$$

avec r défini selon les modalités de l'article 8 de l'arrêté du 24 janvier 2014 repris ci-dessus

- Confirme que le montant de la redevance unitaire sera revu dans les cas suivants :
 - * variation de plus de 5 % des restes à charge à imputer aux bénéficiaires, intégrant les coûts de fonctionnement des équipements effectivement réalisés (respect du calendrier prévisionnel ou équipements supplémentaires) ainsi que toute modification de la participation des co-financeurs ;
 - * variation de plus de 5 % des volumes autorisés sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général, pour au moins l'un des usages ;

variation de plus de 5 % de la valeur moyenne du volume à l'hectare autorisé pour l'irrigation sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général

- Confirme que l'actualisation des prix se fera par actualisation de l'unité tarifaire selon les modalités suivantes :

La valeur de référence (UT_0) de l'unité tarifaire est de 1 au 1^{er} janvier 2014.

La formule d'actualisation de l'unité tarifaire prend en compte l'évolution de différents indices professionnels ou agricoles. Elle est déterminée ainsi :

$$UT = UT_0 (0,10 + 0,45 S/S_0 + 0,35 TP01/TP01_0 + 0,10 Maïs/Maïs_0)$$

Les différents éléments sont les suivants :

- UT est la valeur de l'unité tarifaire en euros, applicable à l'année civile considérée ($UT_0 = 1$ valeur au 1^{er} janvier 2014),
- S est l'indice coût de la main d'œuvre France entière (charges salariales comprises) dans les industries mécaniques et électriques (ICHTTS1) (S_0 indice janvier 2014),
- TP01 est l'index national de prix de génie civil, catégorie tous travaux (TP01₀ indice janvier 2014)
- Maïs est l'indice établi à partir du prix du maïs défini par l'Union Européenne pour la campagne de commercialisation débutant au cours de l'année civile considérée, prix complété par la prise en compte des aides compensatoires (Maïs₀ indice d'octobre 2013).

Les indices retenus pour la détermination de la valeur de l'unité tarifaire pour l'année civile considérée sont ceux du mois de janvier de l'année considérée, ou, à défaut de parution de ces indices à la date de facturation, leur dernière valeur parue à cette date, antérieure au 1^{er} janvier (publications au Bulletin Officiel de la Concurrence et de la Consommation, au Moniteur des Travaux Publics ou dans les publications officielles de l'Union Européenne et du Ministère de l'Agriculture).

Recalage de l'unité tarifaire

En cas de révision de la redevance unitaire conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté telles que reprises ci-dessus, la valeur de l'unité tarifaire (UT) est ramenée l'année considérée à 1.

Toutes les valeurs référencées des différents indices de la formule d'actualisation sont également recalées sur l'année considérée.

- Confirme l'instauration de pénalités :

Pour l'irrigation

En cas de prélèvement supérieur au volume maximum autorisé par hectare (quota), une pénalité financière est appliquée.

Son montant est déterminé à partir du volume prélevé au-delà du volume autorisé. Ce dépassement est facturé :

- * jusqu'en 2020 inclus, 0,065 UT €/m³,
- * à partir de 2021, 0,11 UT €/m³.

Pour les usages liés à l'alimentation en eau potable et industriels

les pénalités pour dépassement de volume ne s'appliquent que si le volume prélevé, durant la période du 1^{er} juin au 31 octobre, pour chaque point de prélèvement, est supérieur au cumul sur

cette période du volume moyen mensuel autorisé à l'année pour chacun des points de prélèvement.

Le montant des pénalités est identique à celui défini pour l'irrigation.

- Confirme que la redevance est liquidée et recouvrée comme en matière de contributions directes conformément aux dispositions de l'article L 151-38 du Code rural et de la pêche maritime
- Confirme qu'avant le 15 novembre de chaque année, tout usager ayant effectué un prélèvement est tenu de déclarer à l'Institution Adour, ou à toute personne physique ou morale dûment habilitée à la représenter, les volumes prélevés
- Confirme la mise en place d'une commission des usagers telle que prévue à l'article 15 de l'arrêté interpréfectoral
- Mandate le Président pour formaliser et signer les actes se rapportant à l'objet de la délibération
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de l'Institution

- Délégation au Bureau pour le projet de Mondebat

- Le Conseil d'Administration délègue au Bureau de déterminer la procédure à mettre en œuvre et autorise le Président à signer tout acte et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l'objet de cette délibération

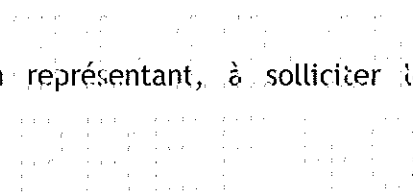
2. Rivières

- Talutage de berges de l'Echez Adour à Maubourguet

- Le Conseil d'administration approuve la mise en œuvre de l'opération comprenant la rédaction du dossier réglementaire, la réalisation d'un talutage et végétalisation de berges sur 60ml et l'ouverture d'un bras de décharge en rive droite
-
- Le Conseil d'administration approuve le plan de financement de l'opération défini comme suit :

| | Plan de financement initial |
|-------------------------------|-----------------------------|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 15 000 € (50%) |
| Région Midi Pyrénées | 6 000 € (20%) |
| Autofinancement | 9 000 € (30%) |
| TOTAL HT | 30 000 € |

Le Conseil d'administration autorise le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants



- Lancement de l'enquête publique Déclaration d'intérêt général Espace de mobilité Moyen Adour

- D'autoriser le lancement d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général en application de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable
- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'arrêté déclarant l'opération d'intérêt général
- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'autorisation Loi sur l'Eau au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de sa décision
- D'autoriser le Président à demander l'ouverture simultanée des enquêtes publiques

3. Ajustement des plans de financement des programmes antérieurs

- Etude Barthes Landes

- D'approuver le montant prévisionnel de 77 000 € TTC et le plan de financement suivant :

| | Plan de financement |
|--------------------------------|---------------------|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 46 200 € (60%) |
| Région Aquitaine | 15 400 € (20%) |
| Autofinancement | 13 400 € (17,4%) |
| Contribution des gestionnaires | 2 000 € (2,6%) |
| TOTAL TTC | 77 000 € |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Etude foncière et agricole sur le projet de réservoir du Louet 2

- D'approuver le montant de l'opération de 25 800 € TTC et le plan de financement suivant :

| | Plan de financement |
|-------------------------------|---------------------|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 18 060 € (70%) |
| Région Midi Pyrénées | 2 580 € (10%) |
| Autofinancement | 5 160 € (20%) |
| TOTAL TTC | 25 800 € |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Frais d'enquête publique SAGE Adour Amont

- D'approuver le montant prévisionnel de 65 000 € TTC et le plan de financement suivant :

| | <i>Nouveau plan de financement</i> |
|-------------------------------|------------------------------------|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 32 500 € (50%) |
| Autofinancement | 32 500 € (50%) |
| Total € TTC | 65 000 € |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Etude de danger de Dax

- D'approuver l'avenant de 6 550€ HT portant le montant total de l'opération à 66 550 € et d'ajuster le plan de financement comme suit :

| | Montant de l'étude |
|-----------------------------|--------------------|
| Ville de Dax | 20 000 € |
| Ville de Saint Paul les Dax | 3 450 € |
| Communauté du Grand Dax | 5 000 € |
| Institution Adour | 38 100 € |
| TOTAL | 66 550 € HT |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Financement du site naturel de Jû Belloc

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements suivants :

| | Montant TTC | |
|-------------------|------------------|-------------|
| Agence de l'Eau | 49 500 € | 38% |
| Région | 13 500 € | 10% |
| Europe (Leader) | 41 000 € | 32% |
| Institution Adour | 26 000 € | 20% |
| Total | 130 000 € | 100% |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Espace de mobilité de l'Adour 6ème tranche opérationnelle

- D'approuver le montant prévisionnel de 225 000 € HT et le plan de financement suivant :

| | plan de financement |
|-------------------------------|---------------------|
| Agence de l'Eau Adour Garonne | 165 000 € |
| Région Midi Pyrénées | 15 000 € |
| Autofinancement | 45 000 € |
| CG 65 | 22 500 € |
| CG 32 | 22 500 € |
| TOTAL | 225 000 € HT |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Travaux sur les prises d'eau des canaux

- D'approuver le montant de l'opération de 250 000 € HT et le plan de financement suivant :

| | Plan de financement |
|---|---------------------|
| Europe / Agence de l'Eau Adour Garonne / Région Midi Pyrénées | 200 000 € |
| Autofinancement | 50 000 € |
| CG 65 | 10 600 € |
| CG 32 | 39 400 € |
| TOTAL | 250 000 € HT |

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

- Travaux post crues sur l'Adour maritime landais

- D'approuver le montant de l'opération à hauteur de 555 695 €
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à solliciter les financements correspondants,
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre

III - AFFAIRES BUDGETAIRES

- Décision modificative 1

- D'adopter la décision modificative n°1 au budget 2014, telle que présentée en annexe de la présente et s'équilibrant à 1 615 180,00 €
 - En investissement équilibrée à 1 430 680 € prenant en compte :
 - Des ajustements : de 17 000€ pour l'étude continuité écologique dans les Barthes des Landes, de 133 080 € pour l'opération du réservoir de l'Ousse, de 72 000,00 € pour le réservoir de Coudures, de 64 8000 € pour les travaux sur les prises d'eau des canaux, de 84 000€ pour le pompage dans l'Arros et 60 000 € pour le confortement du réservoir de Maribot, de 11 700 euros pour l'étude du système de protection de Dax;
 - Retraçant ensuite des dépenses obligatoires supplémentaires concernant les études relatives aux réservoirs du Lourden pour 18 000€, de Miramont pour 38 400 € et du Louet pour 18 000 €.
 - Tenant compte enfin de 3 opérations d'urgence à effectuer suite aux crues de janvier et février 2014 : les réparations sur le secteur de l'Adour maritime pour

108 000€, les travaux sur l'Adour moyen landais pour 180 000€ et sur la passe à poissons d'Aire sur Adour pour 36 000 €.

- Présentant des opérations nouvelles : 400 000 € pour le stockage foncier de Tailluret, 36 000 € pour le lancement des études sur le réservoir de Tailluret, 62 400€ pour les études sur le réservoir du Louet2, 36 000€ pour une opération de protection à Maubourguet et de 8 500 € pour la première échéance de l'emprunt de la Barne.

o En fonctionnement équilibrée à 184 500 € prenant en compte :

- Des ajustements pour 10 000 € sur les réservoirs de l'Adour amont, de 5 000 € pour les intérêts de l'emprunt de l'opération de La Barne, de 6 000 € pour l'observatoire de l'eau, de 35 000 € pour l'enquête publique du Sage Adour amont, de 7 000 € de prestations sur le Lac Bleu, de 20 000 € pour le fonctionnement du barrage de récupération des déchets flottants et une réduction des frais d'entretien et réparation pour 262 400 € compensé par un virement à la section d'investissement afin de financer diverses opérations.

- De la mise en œuvre de la DIG Adour Amont pour 101 500 €,

- D'autoriser le Président à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision modificative et à mobiliser le cas échéant les financements correspondants.

- Information sur l'emprunt contracté pour le financement du projet de La Barne

- De prendre acte des informations sus évoquées sur l'emprunt contracté auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes

IV - AFFAIRES DIVERSES

- Conventions

- Monsieur le Président, ou son représentant, est chargé par délégation du Conseil d'Administration de signer les conventions et leurs avenants suivants :
 - Convention de prêt à usage d'une station de pompage en pied du lac de Charros avec monsieur DU BOIS DE MAQUILLE
 - Convention régissant la surveillance et l'entretien des aménagements périphériques de la retenue collinaire du Gabas entre l'Institution Adour et les communes de Lourenties, Eslourenties, Gardères et Luquet
 - Convention de partenariat avec Migradour
 - Avenant à la convention avec l'Observatoire de l'eau
 - Convention avec l'Institut National de Recherche Agronomique
 - Convention de partenariat pour la constitution, la mise à jour et l'exploitation de la Banque de données territoriales et pour son financement

- Convention tripartite d'échanges de données entre l'Adasea du Gers, l'Institution Adour et l'Observatoire de l'Eau
- Convention entre la Fédération départementale des AAPPMA des Landes et l'Institution Adour
- Avenant à la convention d'animation du site « Natura 2000 Vallée de l'Adour »
- Convention de mise à disposition de locaux au sein du bâtiment de la Petite caserne à Bayonne par le département des Pyrénées Atlantiques

- Conventions La Barne

- Monsieur le Président, ou son représentant, est chargé par délégation du Conseil d'Administration de signer les conventions et leurs avenants suivants:
 - Convention d'établissement d'une servitude de passage pour la canalisation d'eau et les câbles électriques et telecom sur les parcelles B723, B722, B1121 et B674 à Jû-Belloc
 - Convention d'établissement d'une servitude en terrain privé sur la parcelle B632 à Jû-Belloc

- Convention de dématérialisation de documents de la chaîne comptable et financière des collectivités, établissements publics locaux et établissements publics de santé

- Monsieur le Président, ou son représentant, est chargé par délégation du Conseil d'Administration de signer l'accord local de dématérialisation des pièces justificatives et des documents budgétaires avec le Comptable du Trésor et le vice-président de la Chambre Régionale des Comptes d'Aquitaine et Poitou Charentes après avis du Directeur Départemental des Finances Publiques. La signature de cet accord conforme aux dispositions de la charte nationale de dématérialisation (version 1.2 du 24 janvier 2012) emporte adhésion à cette charte
- D'autoriser le Président à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération

- Haitze

- Monsieur le Président est chargé par délégation du Conseil d'Administration d'engager toutes démarches et de procéder à la signature de tout acte permettant la cession du seuil d'Haitze au Syndicat Mixte de l'Usine de la Nive pour la production d'eau potable

- Marchés et avenants

- Monsieur le Président est chargé, par délégation du Conseil d'Administration, de souscrire les marchés et avenants suivants :
 - Marché concernant la deuxième tranche de réparation des seuils et passes à poissons sur les seuils de Meillon et Mirepeix pour un montant de 257 000 € HT
 - Avenants au marché n° 14010 de réparation des dégâts des crues sur l'Adour maritime

- Avenant au marché n° 13003 concernant l'étude de pré faisabilité du réservoir du Louet

- Le Marché concernant la deuxième tranche de réparation des seuils et passes à poissons sur les seuils de Meillon et Mirepeix pour un montant de 257 000 € HT. Le délai prévisionnel d'exécution des prestations est de 6 mois.

L'autorisation concernant les avenants éventuels au marché n° 14010 a pour objet de ne pas freiner la réalisation de travaux de sécurisation de travaux destinés à réparer les dégâts des crues de janvier et février 2014 sur l'Adour maritime.

L'Avenant au marché n° 13003 Etudes de pré faisabilité Louet 2 - lot1 a pour objet de modifier le calendrier de réalisation des missions de 6 mois jusqu'au 31 décembre 2014 et de réaliser des compléments de prestations pour un montant de 2 015 €. Ce marché est relatif aux études de pré faisabilité techniques (géotechnie, topographie, hydrologie, hydraulique), pour un projet de réservoir de 4,2 Mm3. Il a été signé le 5 février 2013 pour un montant de 30 505 € HT. Le calendrier initial proposé par le prestataire dans son offre n'a pu être respecté compte tenu du refus de certains propriétaires pour l'accès à leurs terrains afin de réaliser les sondages géotechniques et les levés topographiques. Par ailleurs suite aux premiers résultats techniques, il ressort l'opportunité d'étudier un projet de réservoir d'une plus grande capacité, portée à 5,3 Mm3 afin d'optimiser la topographie du site. Ces modifications entraînent des adaptations des missions géotechniques (plusieurs rencontres avec les propriétaires en présence de l'Institution Adour) et topographiques, induisant des compléments de prestations et un allongement des délais.

- Maîtrise foncière

- D'autoriser la signature des promesses d'achat et des actes de transfert des propriétés suivantes :
 - Indivision COUERBE, propriété GARREAU, propriété LAFARGUE et propriété EARL ESPOIR CAVARE à Labastide d'Armagnac, 85ha 12a et 69ca pour un prix total de 655 431,10 € TTC
 - Indivision BARRERE à Labastide d'Armagnac, 41ha 52a et 60ca pour un prix de 167 039,13 €

- Servitude

- D'approuver la constitution de la servitude à titre gratuit au profit du Syndicat d'Energie des Pyrénées Atlantiques sur les parcelles A 1078 et A 1079 sur la commune de Lourenties
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer tout acte se rapportant à l'objet de la délibération et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente

- Barèmes d'indemnisation des propriétaires de terrains cultivés impactés

- D'approuver les principes d'indemnisation suivants :
 - Prise en compte du prix de la culture au prorata des trois dernières années
 - Définition du taux de préjudice en référence au rendement moyen de la zone d'exploitation et de la perte de production réelle sur la zone de travaux et établi

par constat contradictoire entre les services de l'Institution Adour, ou son représentant, et l'exploitant

- D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer les conventions d'indemnisation à intervenir dans le cadre de la conduite des projets et études ressources de l'Institution Adour
- D'autoriser le Président, ou son représentant, à amender les conventions déjà signées ou en cours de signature afin de prévoir une remise en état des parcelles avant culture
- D'inscrire les crédits correspondants au budget des opérations concernées

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER